

Présentation d'ouvrage par Philippe Ballan



Et si l'agriculture sauvait l'Afrique ?

Hervé Bichat

**Editions Quae, collection Essais
Février 2012**

Hervé Bichat connaît bien l'Afrique. Les séjours de coopération, en Côte d'Ivoire notamment, les nombreuses missions d'expert, la direction générale du Cirad, lui ont donné l'occasion d'approfondir ses analyses. L'Afrique aura aussi été un peu sa vocation profonde, comme celle de la moitié de sa promotion de l'Agro, comme il le rappelle, qui, à l'aube des années 60 et à l'heure des indépendances africaines, a cru au possible développement des « pays sous-développés » et aux courbes de « rattrapage de la croissance » que les économètres du Ministère de la coopération dessinaient sans vergogne dans leurs manuels. Surtout le mouvement Economie et humanisme, fondé autour du père dominicain Lebret, auteur du célèbre ouvrage « *Suicide ou Survie de l'Occident* », et dont Bichat a été un des premiers responsables, avait fondé sa conviction d'un devoir envers l'Afrique, dont il s'exonère brillamment aujourd'hui avec cet ouvrage de conviction.

L'ouvrage est œuvre d'ingénieur, soucieux d'argumenter ses démonstrations, de citer ses sources, de construire une solution globale face à une situation longuement décrite dans tous ses aspects : l'agriculture d'abord sans doute « *en régression et avec des écosystèmes dégradés* », mais aussi la situation sanitaire, une puissance publique déconsidérée, l'explosion de commerces illicites... Deux parties bien distinctes : la première pour aller au tréfonds des causes qui auront fait et font du continent africain un ensemble particulier, que des comparaisons pertinentes avec l'Amérique du Sud et l'Asie éclairent d'une lumière de grand géographe (qui ne manque d'ailleurs pas de citer Pierre Gourou) ; la deuxième, « le » sujet, consacré aux problématiques agricoles, l'occasion de se mettre dans le sillage de René Dumont, cinquante ans après la publication de *L'Afrique Noire est mal partie*, et auquel l'auteur rend un hommage d'autant plus intéressant qu'il aura subi l'épreuve du temps. Critiqué par certains, en agaçant d'autres, Dumont reste une sorte de référence absolue pour l'invention du développement « harmonieux », comme on le qualifiait à l'époque de cette publication, et surtout progressif.

Cette deuxième partie commence fort opportunément par une réflexion sur les bases de toute politique agricole, rappelant l'exemple chinois de l'empire des Song au XII^e siècle ; plus près de nous, le cadre qui a présidé en Asie à la révolution verte, et celui qui aura valu son succès à la PAC. C'est tout naturellement l'action de l'Etat qui est en cause, et en particulier « la sécurité publique, un système monétaire performant, un réseau de transport opérationnel ». C'est aussi la prise en compte des caractéristiques originales de la production agricole, faite de cycles économiques longs, avec des marchés particulièrement volatils, et un impact fort des facteurs climatiques. Enfin, c'est affaire d'hommes, les agriculteurs, sans lesquels rien ne se fait et qu'il faut convaincre.

Moderniser l'agriculture demande donc, au-delà de la question des techniques et pratiques agricoles, « d'améliorer la formation des agriculteurs, rénover les infrastructures, rationaliser les systèmes d'approvisionnement en facteurs de production et de commercialisation » ; mais c'est finalement, l'aspect humain et social qui retient l'auteur : « nutrition et santé, formation des femmes, éducation des enfants... ». Il note cependant que, si cette attention nécessaire aux sociétés paysannes n'a pas été suffisante, c'est tout de même que l'échec vient de ce que « les activités sociales prennent le pas sur les activités économiques », et que les projets s'arrêtent avec l'aide extérieure qui les accompagne ; dans l'intervalle, l'ordre social existant est bousculé sans que le temps soit donné de « digérer » les innovations proposées.

Cela fait dire à l'auteur que le principal problème est « d'accorder ses contraintes de temps et d'espace avec les univers mentaux des agriculteurs et des mécanismes de marché ». Ceci vient à l'appui de la conviction que « les concepts de l'économie libérale sont inopérants » et ramène au rôle incontournable de l'Etat : l'agriculture se développe si celui-ci est assez « fort » pour assurer ses missions de vulgarisation agricole et de financement long ; dans le cas contraire, elle ne le peut pas. L'Afrique noire est dans cette dernière situation, en particulier à cause de la mise en œuvre des fameux plans d'ajustement structurel (années 80) qui ont contribué à défaire ce qui avait été mis en place depuis la deuxième guerre mondiale. Comparaison est alors faite avec les pays développés, où la formation des agriculteurs aidant, les organisations professionnelles ont pris progressivement leur place, laissant l'Etat à ses seules missions de régulation.

Le cadre ainsi fixé, il faut en venir au sous-continent en cause : l'Afrique noire... Elle est « mal partie » ! Depuis que René Dumont a lancé ce propos, 50 ans se sont donc écoulés qui auraient pu laisser espérer un redressement. C'est d'ailleurs pour faire le point qu'Hervé Bichat, « choqué par le titre et le contenu » lors de la parution de l'ouvrage, a entrepris son analyse. Aujourd'hui il accorde d'abord à Dumont « une remarquable synthèse des savoirs agronomiques à la fin des années 50 » ; il lui reconnaît d'avoir mis le doigt sur trois grands problèmes : « la mauvaise gouvernance, l'impact de la croissance démographique, et la balkanisation ». Avec le recul, on perçoit à

quel point Dumont aura donné l'alerte, à un moment où l'aide internationale avait un sens et du poids, et qu'à ce titre le livre exprimait une espérance, alors que ce sont au contraire les dérives qui allaient prendre de l'ampleur !

La ligne de force des propositions d'Hervé Bichat est justement de restaurer le rôle de l'Etat. On lit sous sa plume que « seul l'Etat peut créer les cadres spatio-temporels qui assureront le développement ». Retour à ce sujet sur « l'effet dévastateur du consensus de Washington et des ajustements structurels qui ont « limité les moyens de fonctionnement, bloqué les recrutements, conduit au dénigrement de l'Etat ». Et de fustiger la floraison de panneaux placés devant le siège des différents projets, quand ils n'ont pas pris tout simplement la place de leur administration de tutelle ! Exemples de cette renaissance de l'administration : le Maroc et le Plan Maroc vert, qui a su associer les zones montagneuses et des oasis au « Maroc utile » des plaines fertiles et des périmètres d'irrigation. Autres exemples cités : le Sénégal et le Mali, ce dernier pays plusieurs fois pour la réussite incontestable des opérations coton Mali-Sud...

Autres lignes de force : le niveau régional de l'action et la priorité au long terme. Pour l'auteur, « allonger le pas de temps conduit à élargir l'espace considéré ». Au siècle des « pays-continentaux », seuls les regroupements régionaux permettront une action efficace. Et de remarquer qu'à la décolonisation, beaucoup d'institutions agissaient sur un espace commun ; de noter également qu'il existe un modèle de coopération interafricaine, celui de la monnaie (les 8 pays de la zone franc CFA au sein de l'Union économique et monétaire africaine (Uemoa). Autres exemples : l'école vétérinaire de Dakar et Institut International d'ingénierie de l'eau et de l'environnement de Ouagadougou, et encore la Conférence de la recherche agronomique francophone (Coraf).

Une attention particulière est portée au foncier, et à l'appropriation individuelle des sols garantie par des titres, seule condition pour tout à la fois la mise en place de financements et le maintien de la fertilité des sols. Au titre des obstacles : les relations d'ordre sacré entre l'homme et la terre, les pratiques coutumières de transhumance, et finalement la difficulté, rencontrée dans tous les pays qui s'y sont engagés, d'aller au bout du processus. Rappel utile sur l'importance du temps: le cadastre lancé par Napoléon a demandé quarante ans.

Retour aussi sur l'espace à propos des marchés régionaux, autre condition nécessaire au succès des politiques agricoles. Exemple de la PAC déjà citée, de l'Inde, qui a su créer un marché intérieur régulé et déconnecté des marchés mondiaux. Pour l'Afrique, l'argument-clé, déjà souligné par René Dumont, est la complémentarité des zones de savane et des zones forestières, comme aussi entre les régions portuaires et les régions agricoles de l'intérieur. La protection contre une concurrence étrangère excessivement agressive étant tout à fait légitime. Et l'auteur de regretter que, du fait même des importations des grandes agglomérations, celles-ci ne jouent pas le rôle moteur qu'elles pourraient et devraient jouer vis-à-vis de la production intérieure. Obstacles à cela : les recettes douanières à l'importation et la définition d'un « espace politique de référence » (articulé entre l'Uemoa et les 15 Etats de la Cedeao).

Ces difficultés sont évidemment surmontables : l'OMC a prévu des exceptions à la libéralisation du commerce en faveur des pays en développement à la conférence de Marrakech en 1994 ; les accords de partenariat économique ont été instaurés par l'accord de Cotonou en 2000 entre les 27 pays de l'Union européenne et 76 Etats d'Afrique, dont un avec l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble ; le Nepad dont le programme détaillé pour le développement de l'agriculture contient un programme ambitieux sur les marchés régionaux, et qu'il faut appuyer, même si « cette orientation reste une utopie ».

Sauver l'Afrique ? C'est au moment des indépendances que René Dumont jugeait l'Afrique noire « mal partie », et s'il faut la sauver c'est bien encore aujourd'hui d'une certaine dépendance vis-à-vis de l'étranger : dépendance des marchés, dépendance technique et technologique, dépendance financière des Etats. Face à cela, les forces vives sont encore et surtout constituées par les paysans : instruits, rassemblés, équipés. Ceux-là peuvent procurer aux Etats et aux populations, et en quantité, les biens alimentaires et agroindustriels nécessaires à l'autosuffisance et à l'export, et finalement à la croissance. Et ce en profitant des nouveaux acquis de la recherche agronomique, par la mise en place d'une certaine « révolution agronomique », qui trouve ses principaux facteurs de production dans les écosystèmes eux-mêmes (Griffon), réduisant d'autant la consommation en engrais et pesticides importés, en développant l'agroforesterie, les cultures associées... Mais non, cher Bichat, ce plan de sauvetage n'est pas une utopie !

Philippe Ballan
Ancien coopérant technique et expert international